6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

L'Egalité

DE ROUBAIX TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

Téléphones { à LILLE N° 1.02 / à ROUBAIX N° 3.28 / à LENS N° 1.02

ABONNEMENTS — 3 Mois / 6 Mois / 1 An
Nord et Départements limitrophes . . . . . 4 fr. 50 9 fr. 18 fr.
Autres départements. . . . . 5 fr. 50 11 fr. 22 fr.
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les bureaux de poste

Le numéro 5 Centimes

PUBLICITE
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal et dans toutes les Agence de France et de l'Etranger

Jeudi 31 MAI 1906

LES FAITS DU JOUR

LES MINISTRES SE SONT DE NOUVEAU REUNIS EN CONSEIL DE CABINET.

L'ASSEMBLEE DES EVEQUES FRANÇAIS, TENUE SUR L'ORDRE DU PAPE, A L'OCCASION DE LA LOI DE SEPARATION A OUVERT SES SEANCES A PARIS.

LE GROUPE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE S'EST REUNI A LA CHAMBRE.

UNE NOTE OFFICIELLE ANNONCE QUE LE MINISTRE DE LA GUERRE QUITTERA PARIS, DIMANCHE MATIN, POUR SE RENDRE A TOURCOING.

A TOURCOING, UNE FEMME A ETE EMPOISONNEE PAR DU SAUCISSON.

La Délégation des Gauches
ET LE
PARTI SOCIALISTE

Au moment où plusieurs députés socialistes viennent de faire connaître, par voie d'interviews ou d'articles de journaux, leur opinion sur la Délégation des gauches à la Chambre, nous croyons intéressant de publier les lignes suivantes du citoyen J.-L. Breton, député socialiste unifié du Cher :

Ce qui caractérise principalement la dernière législature, c'est le fonctionnement régulier et continu d'un organisme nouveau, sans précédent dans notre histoire parlementaire : la délégation des gauches. C'est incontestablement cet organe de rapprochement et d'entente, unissant tous les groupes du bloc républicain, qui entraîna la Chambre dans cette politique vigoureusement républicaine, ardemment démocratique et puissamment réformatrice que le pays vient d'approuver d'une façon si éclatante.

Rien n'est donc plus rationnel et plus logique que la décision du comité du parti radical et radical-socialiste tendant à la reconstitution, dès le début de la nouvelle législature, de cet outil de travail parlementaire qui a donné à l'expérience de tels résultats.

Très commentée par toute la presse, cette excellente initiative a provoqué une véritable explosion de fureur et de rage de tous les journaux réactionnaires qui ne pouvaient d'ailleurs mieux démontrer aux républicains l'utilité d'une institution tant redoutée de nos adversaires.

Une dernière espérance leur reste pourtant, ils escomptent déjà l'émiettement du bloc républicain qui, tué par son développement même, se disloquerait, se désagrégerait, tomberait en déliquescence. Naturellement la droite ne négligera rien pour faciliter cette action dissolvante et elle espère bien que les socialistes l'aideront dans cette besogne néfaste.

Le parti socialiste qui a pris sa très large part de la brillante victoire républicaine des 6 et 20 mai, réalisera-t-il cet espoir, servira-t-il inconsciemment les desseins de la réaction, entravera-t-il par son attitude l'œuvre féconde de réformes si bien amorcée ?

Les députés socialistes reprendront-ils loyalement leur place de combat à l'avant-garde du bloc républicain, au sein de la délégation des gauches, poursuivant ainsi une tactique qui leur a donné de si précieux résultats ? Se laisseront-ils au contraire entraîner dans l'intransigeance dogmatique et profondément stérile dans laquelle certains d'entre eux essayeront certainement de les isoler ?

Il n'est pas pour le groupe socialiste au Parlement de plus grave question à résoudre, de plus grande responsabilité à prendre.

Représentant l'ancien groupe socialiste parlementaire à la délégation des groupes de gauche, avec mes amis Jaurès, de Pressensé, Briand et Colliard, j'ai pu me rendre compte directement de l'importance considérable de ce nouvel organe parlementaire qui seul a pu permettre au vaillant président Combes, son principal promoteur, de pratiquer si longtemps sa loyale et fructueuse politique ; j'ai pu également constater l'influence souvent prépondérante qu'y exercèrent les délégués socialistes qui, sans rien abandonner de leurs doctrines, entraînèrent fréquemment le bloc républicain tout entier dans la voie du progrès.

Je considère par suite que la faute la plus grave que pourrait commettre en ce moment le groupe socialiste, ce serait de renoncer à cette action bienfaisante, de s'abstenir d'imprégner de son idéal socialiste cette délégation des gauches appelée à jouer un rôle considérable dans l'orientation politique de notre pays.

Il serait vraiment trop commode pour lui de se retrancher derrière d'immuables et intangibles dogmes, de se permettre toutes les audaces sans tenir aucun compte des circonstances et des incidents parlementaires, puis de revendiquer impudemment le bénéfice de toutes les réformes accomplies en laissant généreusement aux autres la responsabilité de tous les échecs provoqués par son abstention ou son intransigeance.

Le peuple est maintenant trop éclairé et trop conscient pour se laisser prendre à ce petit jeu qui ne présentait guère d'inconvénient lorsque les élus socialistes n'étaient encore que quelques individualités sans cohésion, mais qui pratiqué systématiquement par un groupe compact de plus de cinquante députés aurait les plus néfastes et déplorables répercussions.

En se développant d'une manière inespérée, en voyant sa puissance et son influence augmenter considérablement, le groupe socialiste voit en même temps grandir sa responsabilité ; il n'est plus une quantité négligeable, son action peut être prépondérante et de son attitude va dépendre dans une très large mesure l'œuvre de toute la législature.

La majorité républicaine, dira-t-on, est maintenant assez forte pour se passer de son concours. Soit, mais il y a majorité et majorité et, tout en restant républicaine, cette majorité devra forcément récupérer à droite ce qu'elle perdra à gauche. Socialistes, radicaux-socialistes et radicaux suffiraient à eux seuls à constituer une forte majorité permettant à un gouvernement de pratiquer la politique de réformes la plus hardie et la plus efficace ; mais si les socialistes lui font défaut il faudra nécessairement qu'il compte avec l'aile droite de l'ancien bloc qui viendra alourdir sa marche, modérer son ardeur, amoindrir son œuvre réformatrice.

Pour tirer tout le parti possible de la belle situation qui nous est faite par les élections d'hier, il faut que demain les socialistes collaborent franchement, loyalement avec les républicains de gauche, sans rien abandonner pour cela de leurs doctrines et de leur idéal.

Nous espérons donc que le parti socialiste aura la sagesse de revenir à une tactique parlementaire qui a si bien contribué d'ailleurs à son propre développement. Il a collaboré avec les autres républicains pour faire aboutir les lois de défense laïque et républicaine, comment pourrait-il expliquer au prolétariat son refus de collaborer avec ces mêmes républicains pour assurer le triomphe des lois ouvrières et sociales qui constituent plus spécialement son programme de réformes immédiates, l'essence même de ses revendications actuelles ?

En refusant sa participation à la nouvelle délégation des gauches le groupe socialiste au Parlement assumerait la responsabilité de la faillite possible de la législature qui va s'ouvrir.

J.-L. BRETON,
Député du Cher.

LA POLITIQUE

ASSEMBLÉE D'ÉPISCOPES

Hier, les cardinaux, archevêques et évêques de France et de Navarre, se sont réunis, à Paris, en assemblée plénière, — en synode national, — dans les salons du Palais où la République, stupide fille, continue à loger le vieux sorcier Richard.

On connaît l'objet de cette réunion provoquée par l'Italien Sarto, dit Pie X : il s'agit de décider si nos cagots, après avoir tant fulminé contre les Associations cultuelles s'en accommoderont ou définitivement les repousseront.

Et voilà le monde politique anxieux !

Vraiment, il n'y a pas de quoi.

Mettons, en effet, les choses au pire ; supposons que le Concile de Paris décide la guerre ouverte à la loi de séparation, est-ce qu'il y aura, de ce fait, quelque chose de changé chez nous ? Absolument rien.

Sous le régime du défunt Concordat, l'Eglise était hostile à l'état républicain ; sous le régime de la séparation son hostilité sera la même, car il est impossible qu'elle soit plus farouche que précédemment.

Nous n'avons alors qu'à nous désintéresser des palabres qui s'échangent sous l'aile de l'Esprit-Saint et, de notre côté, fourbir nos armes pour la lutte, si lutte au grand jour, il doit y avoir.

Je crois que les évêques sont bien trop prudents et trop intéressés pour se lancer dans les aventures où certains ultramontains, — tel notre Lydda (de Cambrai) — voudraient les pousser.

La bataille serait, d'ailleurs, disproportionnée car le gouvernement appuyé par le pays qui vient de manifester si hautement sa répulsion pour les cléricaux, le gouvernement aurait tôt fait d'amener à résipiscence les fous qui tenteraient de susciter une impossible guerre religieuse.

Ce qui était possible, en effet, avec le Concordat ne l'est plus avec la nouvelle loi.

Sous le régime concordataire, le clergé détenait une parcelle de l'autorité publique. Il constituait un Etat dans l'Etat, avec la complicité de l'Etat lui-même.

Mais aujourd'hui que l'Etat s'est ressaisi, qu'il a rendu l'Eglise au droit commun, celle-ci est tenue à plus de réserve si elle veut bénéficier des très appréciables avantages que lui laisse encore la loi de séparation — églises, palais, presbytères, pensions, allocations, etc... — avantages sans lesquels la pratique du culte extérieur, sa seule force devant les masses ignorantes, lui serait rendue très difficile, sinon tout à fait impossible.

Aussi, je le répète, il est presque certain qu'après quelques inoffensifs anathèmes nos épiscopes, la mort sur les lèvres mais le sourire dans le cœur, se résigneront à l'inévitable et le pape dira : « Amen ! »

Le Concile de Paris n'aura été qu'une comédie de plus au répertoire déjà si fourni de la Sainte-Eglise.

Emile RAYMOND.

CHRONIQUE

La Cuisinière bourgeoise

Voilà près d'un siècle, ô Sophie, illustre « cuisinière bourgeoise », que tu trônes en souveraine sur les fourneaux de France ; voilà près d'un siècle que tu plumes, que tu vides, que tu flambes, que tu trousses, que tu rissoles, que tu désosses, que tu pares, que tu blanchis, que tu roussis, que tu jaunis, que tu farcis, que tu rôtis, que tu coupes, que tu découpes, que tu bardes, que tu lardes, que tu chauffes, que tu réchauffes, que tu friturailles, que tu ripailles, que tu travailles à gonfler avec art, de voluptés gourmandes, les ventres, les beaux ventres encombrants de la haute bourgeoisie : mais qu'as-tu fait, Sophie, pour les ventres creux du prolétariat ?...

Rends ton tablier, Sophie, rends ton tablier.

C'est toi qui inventas les côtelettes à la martyre de l'impotent Louis XVIII, les poulets marengo, les carpes à la chambord et la fameuse poule au rix dont Louis-Philippe — que le bon Dieu ait son âme — gava pendant dix-sept ans sa garde nationale. C'est toi, Sophie, qui, par tes raffinements culinaires, immortalisas la table opulente du fameux docteur Véron, premier bourgeois de Paris.

Si les sceptres tombent comme du bois mort, la fourchette reste. Rien n'est changé. Tu es grasse à pleine ceinture et tu as autant de mentons que l'on compte de gouvernements ; même en République tu es reine et tu continues avec entrain à confectionner des mets délicieux pour les bouches privilégiées.

A ton avis, rien n'est assez bon, assez délicat, assez exquis pour les palais blasés et les panses bourgeoises. Aux heureuses mâchoires de ce monde, les meilleurs morceaux ! Et pourtant, les autres ont des dents aussi, de bonnes dents, je t'assure.

Est-ce que, penchée sur tes fourneaux aristocratiques, tu as jamais songé à doter de quelque bon ragoût la table indigeste du prolétaire...

Rends ton tablier, Sophie, rends ton tablier.

***

A toi, Marianne, enfin la queue de la poêle, car tu sais faire la cuisine aussi ! Viens d'abord que j'attache à ton robuste corsage un brin de laurier, non pas de ce laurier détesté des mères qui couronne le front des conquérants, mais un brin de ce laurier qui parfume le « rata » appétissant des bonnes ménagères. Un bon ragoût vaut mieux que cette bouchée indigeste, la gloire !

Tu vas donc, chère Marianne, imaginer des mets simples et nouveaux, fortifiants et sains, économiques, appétissants, qui feront venir l'eau à la bouche du paysan et de l'ouvrier, rempliront leur logis aimé de parfums délicieux. Et c'est ainsi qu'en quittant son travail, comme attiré par les douces senteurs du régal attendu, l'ouvrier s'en ira à la maison sans se soucier de l'absinthe maudite et du bitter du mastroquet.

A toi, Marianne, à toi la queue de la poêle, et donnons, s'il te plaît, ses huit jours à la cuisinière bourgeoise.

***

Quoi qu'on dise, Marianne, tu es douce comme une pomme et modérée comme un tournebroche. Si jamais tu descends dans la rue un jour de révolution, ce sera pour faire des crêpes aux insurgés et les bombes que tu préfères sont à la vanille ou aux framboises...

Quelquefois peut-être, songeant aux injustices des uns, aux souffrances des autres, tu t'es demandé en préparant une gibelotte s'il ne serait pas désirable de retourner la société comme une peau de lapin...

Tu as dû te demander aussi si c'est bien pour le prolétaire que jaunissent les moissons, que le raisin ensanglante les cuves que le bétail engraisse dans les herbages, que le gibier pullule dans les bois aristocratiques, que les dindons que la broche attend, font la roue dans les basses-cours, que la truffe, noire comme l'ébène et parfumée comme la rose, s'épanouit à l'ombre des vieux chênes.

Tu t'es dit certainement : Pourquoi donc cette dîme mystérieuse que ceux-ci prélèvent éternellement sur ceux-là, et quand le prolétaire se mettra-t-il à table au lieu de dresser toujours le couvert des autres ?

A toi, Marianne, la queue de la poêle. Rends ton tablier, Sophie, rends ton tablier.

***

Tu n'entends pas, Marianne, que tous les citoyens s'attablent malproprement à la même gamelle et que, de Dunkerque à Perpignan, on serve un menu égalitaire. Tu goûtes peu sans doute les cuisines d'Etat et tu veux l'indépendance de la marmite comme tu veux toutes les libertés.

Ton ambition est d'enrichir et de varier la carte du citoyen, de couvrir sa table de mets simples, appétissants et nouveaux, de fleurs riantes, de fruits dorés, d'assainir en quelque sorte et de démocratiser la carte du jour en proscrivant les recherches indigestes et coûteuses, les raffinements culinaires qui chagrinent l'estomac et endorment l'appétit, les sauces étudiées et trompeuses qui déguisent les mets que l'on ne reconnaît plus.

Ce que tu veux, Marianne, c'est que chacun ait sa place au banquet de la vie et que personne ne meure plus de faim.

Ce que tu veux, c'est qu'aucune tête ne se courbe, qu'aucune main ne se tende pour ramasser les miettes tombées des tables insolentes...

A l'œuvre, Marianne, et donnons ses huit jours à la cuisinière bourgeoise.

Ils nous embêtent enfin les bourgeois avec leurs turbots à la reine, leurs chaufroix de bécasses à la montespan et leurs gélinotes à l'impératrice !

Qu'on apporte une grande poêle, une poêle toute neuve qui n'ait servi à aucun gouvernement et qu'entre le persil et l'oignon on fasse sauter gaiement les privilèges et les abus, les erreurs et les injustices...

Voilà assez longtemps qu'elle fricasse la cuisinière bourgeoise. A toi, Marianne, la queue de la poêle !

Rends ton tablier, Sophie, rends ton tablier.

FULBERT-DUMONTEIL.

NOS DÉPÊCHES

par Services Télégraphiques et Téléphoniques spéciaux

La Nouvelle Chambre

Avant la rentrée. - Les Couloirs du Palais-Bourbon. - La Délégation des Gauches et les Socialistes. - Le programme du Ministère : Nouveau Conseil de Cabinet. - Réunion du Groupe du Parti Socialiste unifié.

Paris, 30 mai. — Il n'y avait aujourd'hui, mercredi, à la Chambre, que très peu de députés. Les nouveaux élus ne viendront guère pour la plupart avant la réunion des groupes, c'est-à-dire avant jeudi. Il leur a suffi d'une courte visite pour retenir leur place. Les vaincus sont chassés sans pitié des vestiaires. Aussitôt après le premier tour les heureux vainqueurs commençaient déjà de glisser leurs cartes de visite. Dans la salle des séances, beaucoup, pour trouver un banc, n'ont pu suivre leurs inclinations politiques. Le triomphe des républicains a été trop grand ! La questure ne peut mettre tout le monde à gauche malgré sa bonne volonté notoire. Nous aurons donc, voisinant avec les hommes d'extrême-droiue, quelques socialistes unifiés, et cela nous promet des séances curieuses. L'ardeur de M. Lasies ne laisse au reste rien à envier à la conviction véhémente de M. Coutant.

En attendant que tous les députés se soient accoutumés aux places qui leur sont réservées, on bavarde dans les couloirs. Les incidents de la dernière campagne s'oublient lentement. On parle maintenant de la situation politique, des réformes les plus prochaines. Les socialistes unifiés font le sujet de beaucoup de conversations. M. Pelletan voudrait les avoir à la délégation des gauches, qu'il tient à ressusciter. Mais il y a le congrès d'Amsterdam et toutes les décisions du Parti qui s'opposent à une politique « participationniste ».

Il semble bien dans ces conditions que c'est l'oponion affirmée par Jaurès qui prévaudra. Les socialistes unifiés aideront à l'œuvre de réformes que va entreprendre la majorité républicaine, mais conserveront toute leur indépendance pour développer, avec une complète liberté, leur programme, que c'est bien cette politique qui a été jugée et approuvée par le pays. Je m'efforcerai, pour ma part, aussi bien dans le groupe socialiste de la Chambre que dans les conseils du parti, de faire triompher la politique de démocratie et de réformes, la seule profitable aux intérêts du socialisme.

» Mais je ne pense pas qu'on puisse ressusciter la délégation des gauches sous la forme qu'elle avait, il y a deux ans, il y a, dans le Parti Socialiste, un courant irrésistible contre cette institution parlementaire. Et ce serait perdre son temps que d'essayer de remonter ce courant.

» J'ajoute que la délégation des gauches ne saurait plus avoir dans la nouvelle Chambre, qu'un rôle effacé, sinon nuisible.

« La majorité est incontestablement radicale : que sera donc la délégation des gauches, sinon la représentation réduite des groupes radicaux ? Et pourquoi, le Parti socialiste irait-il prendre sa responsabilité d'une politique qu'il peut seconder, mais qu'il ne peut pas diriger ?

» Et puis, contre qui ou contre quoi va-t-on reconstituer la délégation ? Contre la droite ? Elle n'existe plus.

» Quand il s'agissait de défendre la République, de voter des lois politiques, l'effort permanent et concerté du parti républicain tout entier pouvait être, il était en effet nécessaire. Mais voyez-vous la délégation des gauches essayant de substituer ses solutions à celles de la commission compétente dans des questions d'ordre purement économique ? Voyez-vous la délégation des gauches se prononçant sur tel ou tel détail d'un projet de réformes sociales ? Elle ne pourrait le faire sans risquer de compromettre la réforme elle-même.

» L'avenir dira s'il est nécessaire d'opérer un rapprochement constant et durable entre les groupes de gauche. Mais alors il faudra non plus un accord de groupes sur lequel les partis organisés n'ont aucun contrôle, mais un accord de partis qui offrira aux organisations socialistes de sérieuses garanties

» Trois grands partis de gauche ont pris part à la lutte électorale : l'Alliance républicaine démocratique, le parti républicain radical et radical-socialiste, le parti socialiste. Le jour où un péril grave menacerait les institutions républicaines, ce n'est pas seulement la représentation parlementaire de ces trois organisations qui aurait à s'entendre, ce sont les organisations elles-mêmes. Et je suis convaincu que ce jour-là, mon parti ne refusera pas son concours à l'œuvre commune. Mais c'est le parti qui décidera, c'est lui qui agira et non plus quelques personnalités parlementaires agissant loin de son contrôle.

» Au surplus, vous verrez bientôt que le groupe socialiste au Parlement mérite la confiance et l'estime des républicains. Vendredi nous voterons pour Brisson et pour les candidats du parti républicain à la vice présidence. Vienne l'heure des grandes réformes économiques, et pas une voix socialiste ne manquera.

Voilà ce que je puis vous dire, non pas comme représentant du parti socialiste, mais comme militant et comme député, sous ma responsabilité de militant devant le parti et de député devant mes électeurs. »

Interview de Varenne

Nous avons toutefois tenu à connaître ce que pensait un des nouveaux élus socialistes des polémiques auxquelles la délégation des gauches a donné lieu. M. Varenne, député du Puy-de-Dôme, jeune d'avenir, qui compte parmi nos plus distingués confrères de la presse politique parisienne, a bien voulu préciser pour nos lecteurs l'attitude qui lui paraît devoir être adoptée par son parti, à la suite des dernières élections.

« Il est peut-être un peu tôt, nous dit-il, pour juger la situation parlementaire telle qu'elle résulte des dernières élections. Il faut voir à l'œuvre pendant quelques semaines la nouvelle assemblée.

» Ce qui est certain, c'est que l'opposition de droite est désormais réduite à l'impuissance. Ce qui ne l'est pas moins, c'est que le parti radical, avec les éléments qui suivent naturellement les groupements nombreux, constitue pour la première fois la majorité de l'assemblée. C'est donc lui qui va avoir la responsabilité de la politique républicaine.

» Quelle devra être après cela l'attitude du groupe socialiste auquel j'appartiens ? Son rôle, à mon avis, sera double.

» Sur toutes les questions, il devra affirmer sa doctrine propre et proposer ses solutions.

» Et quand il aura satisfait à ce devoir, il appuiera d'un effort loyal les réformes que le Parti radical va avoir à réaliser.

» Pour cette collaboration cordiale, que commandent les intérêts du prolétariat, est-il nécessaire de ressusciter la délégation des gauches ? C'est une autre question.

» Je n'ai jamais été, vous le savez sans doute, un adversaire de la politique du Bloc. Je persiste à penser, contrairement à beaucoup de mes amis socialistes, que cette politique a été excellente. Et je crois aussi

La réunion des Groupes

Attendons maintenant les résolutions des groupes qui vont se réunir.

Jeudi sont convoqués l'extrême-gauche radicale-socialiste, dont M. Puech était le président, et auquel adhéraient, avec M. Berteaux, MM. Messimy et Sleeg ; la gauche radicale, que présida M. Sarrien puis M. Henri Brisson, enfin le groupe socialiste par

FEUILLETON DU 31 MAI. — N. 63

L'ORPHELINE DU MINEUR

ROMAN HISTORIQUE & RÉGIONAL
PAR
A. BURLAT et Louis SOULIE

DIX ANS APRES
XII

M. Mainard ne s'était pas relevé de cette catastrophe et des créances existaient, à Lille contre lui.

Un huissier de Pont sur-Scarpe, le père Favier, donna des renseignements précis, et immédiatement par le télégraphe, M. Henry Mat traita de l'achat des créances à un taux exorbitant. Quand le titre fut entre ses mains, au lieu d'en user contre M. Mainard, il le revendit avec une perte sèche de 500 francs à Puiseux, qui le céda à Dives, lequel fit courir le bruit qu'il tenait à la disposition du public, pour le prix de 200 francs, une créance de dix mille francs contre le juge.

Et le titre fut affiché au Cercle Commercial un soir où l'on avait bu plus que de raison.

Tout Pont-sur-Scarpe s'en occupa, jusqu'au moment où l'on apprit que la créance avait été remboursée par M. Mainard de la Roche, prévenu du complot.

Il était trop tard ; le coup avait atteint son but.

C'était un envahissement de calomnies contre lequel les partisans de M. Mainard se trouvaient impuissants. Il leur répugnait de lutter avec les mêmes armes ; ils aimaient mieux laisser passer la tempête et tout attendre du bon sens public.

On commença vers cette époque de parler d'une cavalcade préparée en secret par les jeunes gens.

Pont-sur-Scarpe comme Valenciennes, avec sa société « Les Incas », a l'habitude de ces manifestations allégoriques qui ne sont pas encore entrées dans les mœurs des autres villes. Ces mascarades, aux préparatifs desquels on travaille des mois entiers, sont la plupart du temps d'un très joli effet. Elles se composent de deux ou trois chars historiques et de pièces allégoriques à tendances frondeuses.

Les jeunes gens qui devaient composer le cortège avaient gardé le plus profond secret sur les allusions projetées. Ils travaillaient dans l'arrière-boutique d'un menuisier nommé Houdinet, dont le fils était chargé de dessiner les costumes. Les heures de travail terminées, ils enfermaient soigneusement les papiers, le corps des pièces, les dessins et les modèles.

Rien n'avait transpiré : Hampois, Dives et Puiseux qui naturellement avaient leur rôle dans la manifestation, restaient muets.

On disait bien que le sujet avait été fourni par Coster sous l'inspiration de Rondil-Dhercourt et de Lemerle, mais il n'y avait pas eu grand talent à le deviner ; dans la situation d'esprit où se trouvait la ville, on pouvait être assuré que la mascarade serait bourrée d'allusions à M. Mainard et au parti de l'opposition.

La curiosité, la fièvre d'attente s'accrurent lorsqu'on apprit que les jeunes gens du parti avancé préparaient pour le dimanche suivant une contremanifestation du même genre.

Comme ces sortes de festivals ne se représentaient à Pont-sur-Scarpe que rarement, les habitants les attendaient toujours avec impatience ; chacun s'en occupait, chacun en parlait. C'était la grande affaire de la ville. Des villages et des cantons voisins, les paysans arrivaient, instruits par les journaux des préparatifs de la fête. Une grande anxiété régnait : ferait-il beau temps ? Car la pluie eût renversé tous les projets. Les cœurs battaient. Chacun donnait ses prévisions. On envoyait des invitations, on organisait des dîners et des sauteries pour le soir, longtemps à l'avance, comme pour la fête de Gayant ou une grande ducasse.

Enfin, le dimanche désigné, — le dernier du mois de mars — arriva.

Dès le matin, le soleil emplissait les rues, mettant partout un air de fête. Le ciel était pur, le vent invariable.

La ville s'emplit toute la journée de visages inconnus. Des masses de paysans étaient descendues par les trains de trois heures et défilaient sur la route blanche en gagnant Pont-sur-Scarpe les uns attendus par des amis et des parents, les autres s'engouffrant dans les cafés et dans les hôtels. Le long des trottoirs des tables s'alignaient garnies de buveurs.

Après les vêpres, qui se terminent à trois heures à Saint-Pierre et à Notre-Dame, à quatre heures à Saint-Jacques, les dames firent promenade par les rues, leurs paroissiens sous le bras ; la ville avait perdu son aspect monotone.

A quatre heures, un cortège grotesque composé d'une dizaine de personnages montés sur des ânes, parcourut Pont-sur-Scarpe, avec des bannières où l'on pouvait lire une annonce de la cavalcade.

Enfin le soir arriva. Chacun comptait les quarts sonnant au beffroi ; le long des rues, la foule s'amusait, se poussant, se bousculant, cherchant les meilleures places. Des gamins passaient, affairés, et allaient rejoindre le cortège qui partait de la rue d'Arras. Des fillettes, en bandes se tenant par le bras, traversaient les rues et se faisaient suivre par des garçons, éclatant de rire au moindre propos au moindre geste, quelquefois sans raison. Aux fenêtres, aux balcons, des gens se pressaient se penchaient, regardaient le haut des rues pour signaler les premiers le cortège, consultaient leur montre, s'appelaient d'une maison à l'autre.

En bas, la foule coulait dans l'obscurité profonde. On venait de fermer les becs de gaz.

La veille, le « Courrier de Pont-sur-Scarpe » et le jour même, l'« Ami du Peuple », avaient publié en vedette, la marche du cortège. La cavalcade devait suivre la rue d'Arras la place St-Amé, la rue de la Mairie, la rue de Paris, traverser le Barlet, la rue de Valenciennes, la place d'Armes la rue de Bellaing, etc...

Il était dit que le cortège s'arrêterait devant chaque siège des sociétés et que la Fanfare exécuterait un morceau en l'honneur des membres qui avaient coopéré, soit par leur argent, soit par leurs conseils, à la cavalcade.

A six heures, un flot de jeunes gens déborda sur la route. Des cris se répétèrent de groupe en groupe et de rue en rue : le cortège sortait de la cour du menuisier Houdinet, et s'ébranlait.

Et, en effet les premiers éclats des instruments de la fanfare, entendus dans le calme qui se fit tout à coup, arrivaient très distincts.

La musique jouait les Gaillardises de M. X... Tout d'abord en tête venaient des sujets grotesques, les cavaliers bardés de fer, des polichinelles aux bosses fantastiques, les nègres, les peaux-rouges, le tomahawk au poing, l'arc et les flèches sur l'épaule, puis un attroupement de pierrots, porteurs de pancartes où s'étalaient des devises des plaisanteries et des allusions. Sur la plupart on ne s'était pas mis en frais d'imagination et l'on avait simplement répété les Gaillardises ; une seulement qui figurait un pain de sucre portait le mot attribué à Mainard : Tiens ! mais il y a vingt-deux ans, je connaissais ta mère... Derrière ces pancartes, des bédouins aux longs manteaux caracolaient devant une gondole dans laquelle avaient pris place les membres de la fanfare, vêtus pour la circonstances des bonnets rouges, des vestes et des culottes des gondoliers vénitiens.

Derrière la gondole, de nouveaux cavaliers et des quêteurs allongeaient aux fenêtres et aux balcons des sacs de toile accrochés à des perches.

Puis venait le premier char.

Sur un chariot traîné par quatre chevaux conduits à la main et couverts de housses dont les longues franges balayaient les pavés, les garçons du quartier avaient découpé un bois de chênes et d'ormes entremêlé de broussailles.

Dans les arbres, c'est-à-dire sur le fond même du chariot, un homme étendu, les bras tordus et les jambes repliées, figurait Maxime Faucheur, pendant que du haut d'une élévation de terrain où l'on voyait les racines émergeantes, les pierres et les herbes, Noémie Vauchet échevelée, les bras nus, les vêtements en haillons, se penchait sur le bois, et regardait sa victime. Celle qui représentait Noémie était une fille de l'imprimerie Ziglé de même taille qu'elle et qu'on avait affublée d'une chevelure d'emprunt préparée par un coiffeur de la rue de Paris.

(A suivre).